

terres pour garantir la richesse des pacages que nous avons. Nous avons une terre très riche, mais encore là faut-il des égouts, faut-il égoutter; mais c'est impossible.

On va voir le ministre de l'Agriculture, qui nous répond: Ah! C'est la responsabilité du ministre de l'Agriculture du Québec; il faut qu'il nous présente les projets et nous verrons si nous les approuverons.

Ils se renvoient la balle depuis quatre ans et, depuis quatre ans, le ministre se promène dans mon comté pour dire: Nous allons vous en faire du drainage. Nous attendons encore après le drainage.

Nous avons des terres qui sont tout à fait planches: aucune montagne, aucune descente. Il nous faut tout simplement un drainage adéquat pour pouvoir mettre ces terres en culture.

On dit aujourd'hui qu'il faut se moderniser. Bien entendu, il faut se moderniser, et c'est pour cette raison qu'on demande du drainage, parce que, anciennement, lorsqu'on avait de la machinerie légère, on n'avait pas besoin de ce drainage; mais aujourd'hui, le sol qui reste se dessèche sur une épaisseur d'à peu près deux, trois ou quatre pouces, et n'allez pas y faire circuler des machines modernes car elles vont s'enliser. C'est pour ça qu'on est d'avis qu'on devrait avoir des subventions et c'est le premier geste que le ministre de l'ARDA aurait dû poser, ce que je lui ai d'ailleurs réclamé et conseillé.

Comme pour les «bleuetières», pourquoi n'a-t-on pas commencé par le début? Chaque cultivateur a des «bleuetières» sur sa terre. Si l'on avait donné des subventions à ces cultivateurs, toutes les terres auraient été florissantes, et les «bleuetières», à elles seules, auraient rapporté à leur propriétaire une somme de \$1,000 à \$1,500 par année, sans toucher à rien. Mais non, on a laissé ça se détruire, et pour les coopératives de «bleuetières» qui existent dans la région, aucune subvention! Non, il est défendu de toucher aux terres agricoles; même si l'ARDA vise l'amélioration des terres agricoles, il ne faut pas y toucher, il faut aller travailler sur les terres de la Couronne.

Alors, on travaille sur les terres de la Couronne. Imaginez la contradiction, monsieur l'Orateur! Nous demandons tout simplement que la somme de 3 millions de dollars, qui a été dépensée dans nos régions en vertu du programme ARDA, serve aux cultivateurs pour le drainage, pour garantir l'écoulement de leur production, pour construire des caveaux à pommes de terre et des entrepôts frigorifiques.

Nous avons une terre merveilleuse pour la production des légumes, et quand on songe que les quatre comtés de la région du

Saguenay-Lac Saint-Jean produisent à peine 12 p. 100 des légumes que nous consommons, je dis que c'est là le plus grand scandale.

Si l'on avait pris ces millions de dollars pour bâtir des entrepôts frigorifiques, des caveaux à pommes de terre, des industries secondaires agricoles pour essayer de produire au moins ce dont nous avons besoin pour nous nourrir, le problème aurait été résolu dans une proportion de seulement 50 p. 100. Imaginez, 12 p. 100 des légumes que nous consommons viennent de la région, tandis que le reste vient de l'extérieur. Et nous sommes une région agricole!

Il me semble que ça ne prend pas une intelligence au-dessus de la moyenne pour constater les faits et en venir à un moyen d'application plus rationnel, plus concret, plus proportionné aux besoins locaux.

Monsieur le président, même après avoir dépensé tout cet argent dans la région,—et je suis d'accord avec le ministre responsable de l'ARDA pour dire qu'il en a dépensé—on ne peut faire autrement que constater que l'argent n'a servi à rien.

On juge un bon administrateur par le travail constructif qu'il a accompli avec l'argent qu'on lui a mis dans les mains. Le ministre responsable de l'administration de l'ARDA avait une somme de trois millions à sa disposition, et allez voir ce qui en reste: zéro, pour l'économie de la région.

Monsieur l'Orateur, je crois que le ministre des Forêts ferait bien d'étudier d'abord les besoins agricoles avant de faire étudier tout le monde et d'essayer de faire la leçon à tout le monde, d'étudier les besoins et d'aller sur les lieux et discuter surtout avec les agriculteurs. Ce sont eux, les agriculteurs, qui vont leur donner les moyens d'organiser l'agriculture dans une section donnée, pour qu'elle rapporte aux cultivateurs.

J'espère, monsieur l'Orateur, bien que le ministre des Forêts et de l'Aménagement rural ne soit pas présent ce soir, qu'il prendra note de ces remarques. S'il vient dans la région sérieusement — pas pour y faire une tournée de politiquerie—y constater tout le «patronage» qui se pratique dans chaque paroisse, il se rendra compte que ce n'est pas dans l'intérêt de l'agriculture.

En passant, je tiens à dire que lorsqu'on forme un cercle agricole, ou un syndicat de «bleuetières», et que 95 p. 100 des syndiqués sont des gens des villes, et que les secrétaires et trésoriers sont des notaires, et puis tout le tralala, à \$2 de l'heure, eh bien, je vous dis que les cultivateurs n'aiment pas cela. Lors de la dernière élection, cinq ministres fédéraux sont venus dans mon comté faire «du porte en porte»; ils ont visité tous les chantiers de construction, et